



dimanche, 26. Février 2017

SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie	2
<i>M. Tebboune, à propos des importations : « réguler sans générer de pénuries »</i>	2
<i>Grande mosquée d'Alger : « La salle de prière prête en décembre 2017. »</i>	2
<i>Foncier industriel, M. Bouchouareb : « Ce n'est plus une entrave à l'investissement »</i>	3
<i>Maisons de l'artisanat : Un espace utile pour les produits locaux</i>	3
<i>Inflation : Hausse de plus de 8%</i>	4
<i>Expertise technique des marchandises : Les nouvelles procédures en vigueur</i>	5
<i>Les relations entre l'Algérie et l'Argentine sont "très importantes"</i>	5
<i>Talai: Relancer la commission mixte algéro-italienne en matière de travaux publics</i>	6
<i>Les capacités de raffinage portés à 45 millions de Tonnes/ an à l'horizon 2021</i>	6
Commerce	7
<i>Air Algérie : bientôt Oran-Montréal</i>	7
<i>Lafarge Holcim: cap sur l'innovation</i>	7
<i>Netcom : Prés de 17.000 tonnes d'ordures collectées à la Casbah en 2016</i>	8
Transactions & Contrats	8
<i>Accord entre Algérie Poste et Tassili Airlines pour de meilleurs services aux clients</i>	8
Régions	8
<i>Médéa : Investissement et aquaculture en débat</i>	9
<i>Mostaganem : Des investisseurs des pays du Golfe en prospection</i>	9
<i>40 exposants au salon national du bâtiment à la wilaya d'El-Oued</i>	9



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malgaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

M. Tebboune, à propos des importations : « réguler sans générer de pénuries »

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, hier, qu'une réunion présidée par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, aura lieu dans les prochains jours pour fixer les montants des produits soumis aux licences d'importation au titre de l'exercice 2017.

«Nous allons nous réunir de nouveau en fin de cette semaine ou en début de la semaine prochaine afin d'arrêter approximativement les montants pour l'année 2017», a-t-il indiqué à la presse, en marge d'une visite d'inspection du chantier de la Grande mosquée d'Alger. Le ministre a précisé, à ce propos, que «le gouvernement veut réguler davantage les importations sans générer de pénuries et tout en respectant nos engagements internationaux». «Nous n'interdisons rien, nous régulons nos importations afin de protéger nos recettes (en devises) affectées par la diminution des cours du baril de pétrole», a expliqué M. Tebboune. Il a souligné par ailleurs que les produits de première nécessité n'étaient pas concernés par ce dispositif de licences mis en place dès janvier 2016. «C'est clair. Nous ne réduirons pas d'un kilogramme tout ce qui est importé en matières de légumes secs, de céréales, d'huile et de sucre», dit-il. Pour les autres produits, il a avisé que la qualité serait exigée en premier lieu. «On va d'abord jouer sur la qualité. Nous ne laisserons plus entrer sur le marché national les produits électroménagers non conformes qui tuent, chaque hiver, des familles ou encore de l'électroménager énergivore qui pèse fortement sur la consommation

énergétique du pays», a-t-il soutenu. De surcroît, il a indiqué que plusieurs autres produits, qui sont fabriqués localement, seraient soumis aux licences d'importation, dont les pommes, les viandes et les eaux minérales. «Si l'on veut diminuer la facture d'importation, c'est d'abord ne pas importer, ce que nous avons déjà sur le marché national», a-t-il rappelé. «L'interdiction d'importation des pommes n'a pas été décidée pour priver l'Algérien de ce produit, mais, il faut le souligner, cette année, nous avons eu une production extraordinaire en quantité et en qualité», a précisé le ministre, tout en insistant que le gouvernement ne cédera pas aux pressions de parties qui veulent importer ce fruit en dépit de sa disponibilité. Concernant les viandes, le ministre a fait valoir que seuls les «spécialistes» auraient le droit de les importer : «S'agissant des viandes, il y a 200 importateurs dans cette filière. Mais pourquoi tout ce nombre ? Dorénavant, il faut des spécialistes.» Le ministre a, par ailleurs, fait savoir que les importations des bananes allaient reprendre prochainement. «Personne n'a bloqué les importations des bananes. Les licences de 2016 étaient arrivées à échéance. Maintenant, il faut de nouvelles licences qui vont arriver bientôt», a souligné M. Tebboune, tout en précisant que l'importation de ce fruit sera également dédiée exclusivement à 7 ou 8 «spécialistes» dans ce domaine. «Ce sont des spécialistes qui travaillent depuis 20 ans dans l'importation de bananes, qui connaissent le marché national et international, qui ont investi dans des très grandes surfaces de froid et de stockage, allant jusqu'à 20.000 m² », a-t-il précisé. Le ministre (par intérim) du Commerce avait mis en garde, auparavant, contre le monopole de certains commerçants, favorisant la spéculation et la pénurie, elles-mêmes à l'origine de la flambée des prix, y compris des produits subventionnés. Il insiste sur «l'impératif de protéger les citoyens» de cette situation. «Ces commerçants subiront des

sanctions maximales. Nous ne tolérerons aucune atteinte à l'économie nationale ni à l'intérêt du citoyen», a-t-il martelé.

Grande mosquée d'Alger : « La salle de prière prête en décembre 2017. »

Source : El Moudjahid

Lors de sa visite du projet de la Grande mosquée d'Alger, M. Tebboune a avancé que la coupole devrait être couverte avant fin mars prochain, pour pouvoir réceptionner la salle de prière à fin 2017.

M. Tebboune a, par ailleurs, insisté sur le respect des délais de réalisation, ainsi que du cahier des charges de cette future mosquée.

Lancée en 2012, la mosquée d'Alger, dont le coût est évalué à 1 milliard d'euros, a atteint 65% des travaux, selon le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, Abdelmadjid Tebboune, qui est la troisième plus grande mosquée au monde, avec un minaret de 265 m, composé de 37 étages, le plus élevé au monde. Une fois terminée, la salle de prière de 20.000 m² pourra accueillir jusqu'à 120.000 fidèles, ce qui en fera, selon ses concepteurs, le troisième lieu de culte musulman le plus important au monde, derrière les immenses mosquées de La Mecque et de Médine, en Arabie saoudite. Le site comprendra également une bibliothèque d'un million d'ouvrages, une salle de conférences, des locaux commerciaux, un restaurant, des bibliothèques et un parking de 6.000 places. Le projet de la Grande mosquée d'Alger sera livré avant la fin du premier trimestre de l'année 2017, selon M. Tebboune. Deux sociétés travaillent en coordination pour la réalisation du projet, la société chinoise de réalisation «China State Construction Engineering

Corporation» (CSCEC), qui supervise le projet, et le bureau d'études français «EGIS». Notons que le Président Bouteflika avait posé la première pierre de la Grande mosquée d'Alger, le 31 octobre 2011. Selon les explications données au ministre, lors de cette visite, le fameux minaret a atteint le 26e étage et dépassé la hauteur de 225 mètres. La coupole qui couvrira la salle de prière a été réalisée en Chine. «Les travaux de réalisation de la salle de prière, des 37 étages du minaret et de la plupart des structures seront achevés et la fin du premier trimestre 2017», a rassuré le ministre. Selon le premier responsable du secteur, les travaux d'ornement et de décoration seront confiés à un bureau d'études international spécialisé, et réalisés par des artisans algériens. Pour les travaux de pose du marbre, M. Tebboune a souligné que la priorité sera accordée aux producteurs nationaux, indiquant que les différents opérateurs locaux avaient convenu de se partager les tâches et les quotas.

[Foncier industriel, M. Bouchouareb : « Ce n'est plus une entrave à l'investissement »](#)

Source : El Moudjahid

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesslam Bouchouareb, a affirmé, hier à Ghardaïa, que le foncier industriel «n'est plus une entrave» à l'investissement en Algérie. S'exprimant en marge d'une visite de travail dans la région, le ministre a indiqué qu'une superficie globale de plus de 8.000 ha a été mobilisée, avec l'appui des walis, pour l'investissement productif porteur de richesse à travers l'ensemble du territoire national. «Des facilitations d'envergure qui ambitionnent d'assurer un environnement économique favorable à l'investissement productif et de garantir une croissance saine et pérenne dans le secteur industriel ont été mises en place», a ajouté M. Bouchouareb. «Ces facilitations

et autres mesures de soutien, mises en place par les pouvoirs publics, visent, en premier lieu, à créer les conditions d'une croissance économique durable, où l'investissement privé joue un rôle de locomotive», a-t-il précisé. «Ces mesures incitatives et d'accompagnement vont contribuer ainsi à la concrétisation des investissements productifs créateurs de richesses et d'emplois, et à élever notre pays parmi les pays émergents à l'horizon 2019», a estimé le ministre. M. Bouchouareb s'est félicité de la reprise de l'investissement dans la wilaya de Ghardaïa, une région «industrielle» qui ambitionne de devenir, a-t-il estimé, une plate-forme logistique industrielle et une porte pour les pays voisins subsahariens.

Un nouveau parc foncier de plus de deux cents (200) hectares dédiés aux activités industrielles de production a été mobilisé dans cette wilaya pour les investisseurs potentiels, afin de créer leurs entreprises et de conforter à coup sûr son positionnement de pôle industriel à l'échelle nationale et internationale, a-t-il fait savoir. Le ministre de l'Industrie et des Mines a entamé sa visite de travail dans la wilaya par l'inspection des travaux de réalisation d'une zone industrielle d'une superficie de 80 ha au lieu-dit «Fouitis» (commune de Metlili), répartie en 170 lots, avant de visiter la zone industrielle de Bounoura. Il s'est entretenu avec les investisseurs regroupés dans l'Association professionnelle des industriels de la vallée du M'Zab, avant de visiter une entreprise spécialisée dans la production des pipes destinés au secteur des énergies. M. Bouchouareb a également donné le coup d'envoi pour la réalisation d'un parc industriel (100 ha) à Oued N'chou, avant d'inspecter les zones d'activités à Berriane (45 km au nord du chef-lieu de la wilaya). Ces réalisations ont été effectuées sur la base d'une consultation étroite avec le comité de wilaya de l'investissement, avant d'être concrétisées dans le

respect de toutes les références en matière de protection de l'environnement, selon les responsables de l'Agence nationale d'intermédiaire et de régulation foncières. Ces zones devront offrir aux investisseurs locaux et régionaux des possibilités prometteuses d'investissement dans la région de Ghardaïa, et créer, par là même, des opportunités d'emploi au profit des jeunes de la région, en particulier les diplômés spécialisés, a-t-on signalé. Au terme de sa visite d'une journée dans la wilaya de Ghardaïa, le ministre de l'Industrie et des Mines a tenu une séance de travail avec les opérateurs économiques et la société civile, en présence des autorités de la wilaya. Il a, à cette occasion, appelé à consolider l'attractivité de la région pour l'investissement rentable et durable, en valorisant au mieux les atouts de la région, avant d'assurer que l'Algérie est sur la bonne voie en matière d'investissement.

Le tissu industriel de la wilaya de Ghardaïa est composé de près de 4.300 entreprises, dont 3.800 micro-entreprises (moins de trois personnes) et 500 moyennes entreprises occupant une population de 18.000 travailleurs. Cette wilaya dispose également de deux zones industrielles d'une superficie globale de 230 ha (Guerrara et Bounoura), qui ont connu une opération de réhabilitation et d'extension, ainsi que huit autres totalisant 247 ha, dont quatre ont bénéficié d'une opération de réhabilitation et d'extension pour mobiliser de nouvelles assiettes foncières.

[Maisons de l'artisanat : Un espace utile pour les produits locaux](#)

Source : El Moudjahid

Les Maisons de l'artisanat à travers le pays contribuent dans une large mesure à la promotion et à la

commercialisation des produits artisanaux, a indiqué à Blida la ministre déléguée chargée de l'Artisanat, Aicha Tagabou. Les Maisons de l'artisanat «sont l'espace idoine pour la promotion des produits locaux» du terroir que les artisans trouvaient auparavant des difficultés à écouler, a souligné Mme Tagabou dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail dans la wilaya.

Le ministère de l'Aménagement du Territoire, du Tourisme et de l'Artisanat accorde une «importance suprême à la facilitation de la commercialisation des produits de l'artisanat local et ce, par l'encouragement des artisans à participer à différents salons artisanaux nationaux et internationaux, à l'instar du salon mondial prévu en mars prochain», tout mettant «à leur disposition les structures du secteur pour promouvoir leurs produits», a soutenu Mme Tagabou. «Une stratégie spéciale a été mise en place pour encourager les artisans à diversifier leurs produits», a-t-elle assuré, citant, à ce propos, «la formation assurée aux artisans en matière de création et de gestion des entreprises», ajouté à cela «une formation technique en vue d'améliorer la qualité de leurs produits, afin de les rendre plus attractifs au double plan national et international».

Pour la ministre déléguée chargée de l'Artisanat son secteur a un «rôle capital et non secondaire, comme le considèrent certains, dans la création de l'emploi, d'une part, et dans la diversification des revenus de l'économie locale, d'autre part». Mme Tagabou s'est félicitée, à cet effet, du «grand développement enregistré dans le secteur artisanal à Blida, comptant actuellement 9.750 artisans immatriculés, activant dans différentes branches artisanales, ayant contribué à la création de plus de 22.000 emplois, à l'échelle locale».

Le ministre déléguée a souligné la particularité de certaines spécialités artisanales propres à la wilaya de Blida, dont les gâteaux et habits traditionnels, et autres objets d'art qui ont enregistré, a-t-elle dit, «une avancée notable grâce à l'introduction de certaines techniques modernes», dont elle a fait le constat lors de sa tournée, au niveau de différents stands de l'exposition tenue à la maison de l'artisanat d'Ouled Aich.

Durant cette visite à Blida, Mme Aicha Tagabou a procédé à l'inauguration d'une surface commerciale pour la vente de mobilier et literie traditionnels biens d'un artisan de la wilaya, avant de visiter le musée du Moudjahid. La ministre déléguée s'est également rendue à l'université Saâd-Dahleb, pour la distribution des prix aux lauréats du 1er cross national universitaire sur route, organisé par cet établissement de l'enseignement supérieur. A la fin de sa visite, Mme Tagabou s'est rendue au domicile du wali d'Illizi à Béni Merad, pour lui présenter ses condoléances suite au décès de sa fille, enterrée hier vendredi au cimetière de cette localité.

Inflation : Hausse de plus de 8%

Source : El Moudjahid

La variation annuelle des prix à la consommation, c'est-à-dire la croissance des prix en janvier 2017 par rapport à janvier 2016, a enregistré une hausse de 8,1%, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques.

S'agissant de l'évolution mensuelle, qui est l'indice brut des prix à la consommation en janvier 2017 par rapport à décembre 2016, elle a été de 1,8%, soit un taux mensuel plus élevé que celui observé en janvier 2016 par rapport à janvier 2015 qui avait été de 0,8%. Quant au rythme d'inflation annuel, il s'est établi à 6,7%

jusqu'à janvier 2017, sachant que le rythme d'inflation en glissement annuel de janvier 2017 représente l'évolution de l'indice des prix à la consommation sur la période allant de février 2016 à janvier 2017 par rapport à celle allant de février 2015 à janvier 2016. En termes de variation annuelle et par catégorie de produits, les prix alimentaires ont augmenté de 6,9% en janvier 2017, comparativement aux prix de janvier 2016. Ainsi, les prix des produits agricoles frais ont enregistré une hausse de 8,53%, tandis que ceux des produits agroalimentaires ont grimpé de 5,3%. Les plus fortes hausses des prix ont été constatées, notamment pour la tomate, la pomme de terre et les œufs. En janvier 2017, les produits qui ont connu une baisse par rapport à janvier 2016 sont essentiellement le poulet évidé, les mandarines clémentine et les oranges thomson. Pour les produits manufacturés non alimentaires, leurs prix ont haussé de 10,22% en janvier 2017 par rapport au même mois de 2016, alors que ceux des services ont grimpé de 7,02%. Par type de produits et services, les prix de l'habillement et chaussures ont augmenté annuellement de 13,06%, le logement et charges de 2,8%, les meubles et articles d'ameublement de 5,2%, les produits de santé et d'hygiène corporelle de 5,7%, les transports et communication de près de 12%, les loisirs, culture et éducation de 1,5%.

Tendance mensuelle haussière des prix

En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix alimentaires ont augmenté de 2,5% en janvier 2017, comparativement à ceux de décembre 2016. Ainsi, les prix des produits agricoles frais ont enregistré une hausse de 3,1%, tandis que ceux des produits agroalimentaires ont grimpé de près de 2% dans le sillage de l'augmentation des prix des céréales, des dérivés laitiers et des huiles. Les plus fortes hausses des prix ont été constatées, notamment pour la pomme

de terre, le poisson frais, les légumes frais et les fruits frais. En janvier 2017, les rares produits qui ont connu une baisse des prix par rapport à décembre 2016 sont le poulet et les œufs. Pour les produits manufacturés non alimentaires, leurs prix ont haussé de 1,8% en janvier 2017 par rapport à décembre 2016, alors que ceux des services ont augmenté de 0,2%. Par type de produits et services, les prix de l'habillement et chaussures ont augmenté de 1,8% sur la même période de comparaison, le logement et charges de 0,5%, les transports et communication de près de 1,02%, les loisirs, culture et éducation ont par contre baissé de 0,5%, alors que les prix des meubles et articles d'ameublement ainsi que ceux des produits de santé et d'hygiène corporelle se sont stabilisés. Pour rappel, la loi de finances 2017 prévoit une inflation de 4%.

[Expertise technique des marchandises : Les nouvelles procédures en vigueur](#)

Source : El Moudjahid

La circulaire du 16 février 2017 définissant les modalités des recours d'expertise technique des marchandises importées ou destinées à être exportées est entrée en vigueur. La direction générale des Douanes précise que les procédures introduites dans le sillage du nouveau code des douanes «visent à uniformiser la procédure de recours à cet instrument à l'échelle de service des douanes pour plus de cohérence, d'efficacité et de facilitation en matière de contrôle douanier».

L'administration des douanes, qui a procédé, en 2016, à la suppression du registre du commerce des documents requis en appui à la déclaration en détail, du recours à l'expertise technique des marchandises, ainsi que l'adoption de l'importation et l'exportation de certaines marchandises sous le régime de licences, se dote ainsi

d'outils censés améliorer les moyens de contrôle et de suivi des mouvements des marchandises avec plus d'efficacité.

Des mesures dictées par les impératifs de modernisation de l'administration douanière conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale des douanes (OMD), à la lumière des nouvelles mutations de l'environnement économique interne et à l'international, ainsi que par les orientations induites par le nouveau modèle de croissance. Aussi, cette démarche est mue par la nécessité d'adaptation de la mission économique et sécuritaire de l'institution douanière aux exigences de la phase en garantissant aux opérateurs économiques, producteurs, importateurs ou exportateurs, un cadre d'exercice et de régulation des échanges à même de leur assurer les meilleures conditions en matière d'accès au contrôle, de sécurité et de facilité des flux des marchandises.

Dans cette perspective, les droits des usagers et partenaires de l'administration douanière se voient renforcés et les relations beaucoup plus guidées par le principe de confiance mutuelle. Ces facilités qui répondent aux attentes des acteurs économiques viennent consolider d'autres actions initiées par la douane dans le souci de fluidifier les actions de contrôle et assouplir les procédures en vigueur à ce niveau.

[Les relations entre l'Algérie et l'Argentine sont "très importantes"](#)

Source : APS

La ministre des Relations extérieures et du Culte d'Argentine, Susana Malcorra a indiqué samedi à Alger que les relations entre l'Algérie et l'Argentine étaient "très importantes", notamment en économie et en

politique, soulignant que les deux pays ont la même approche multilatéraliste.

"Les relations bilatérales sont très importantes en économie et en politique, parce que l'approche multilatéraliste de l'Algérie est la même que celle de l'Argentine", a-t-elle déclaré à la presse au terme de son entretien avec le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra.

Ella a indiqué avoir évoqué avec son homologue les problèmes profonds du monde, ajoutant avoir transmis les salutations du président argentin, Mouriciou Macri au président de la République, Abdelaziz Bouteflika.

De son côté, M. Lamamra a expliqué avoir procédé à un échange de vue et d'analyse sur la situation dans le continent africain et en Amérique latine, faisant savoir que la ministre argentine a transmis les salutations du président Macri au président Bouteflika, exprimant ainsi la volonté de son pays de développer et de renforcer les relations entre les deux pays.

Il a relevé qu'il y avait un potentiel historique des relations bilatérales dans différents domaines, y compris le secteur scientifique et technologique, notant que "nous sommes déterminés à ouvrir de nouvelles perspectives à nos excellentes relations".

Le chef de la diplomatie algérienne a indiqué que son homologue d'Argentine avait joué un rôle distingué, du temps où elle avait travaillé aux Nations-Unies pendant de longues années, ajoutant avoir saisi cette occasion pour débattre de nombreuses questions qui sont dans l'agenda de l'ONU, notamment avec l'entame du mandat du nouveau SG de l'organisation onusienne.

Il a estimé dans ce cadre, qu'il y avait accumulation de défis et de questions concernant la paix, la sécurité et la coopération pour le développement ainsi que les questions humanitaires à commencer par les questions de décolonisation, le renforcement du socle de l'unité du continent africain et des pays des Non-Alignés.

Talai: Relancer la commission mixte algéro-italienne en matière de travaux publics

Source : APS

Le ministre des travaux publics et des transports, Boujemaa Talai a convenu jeudi à Alger avec l'ambassadeur italien, Pasquale Ferrara de la nécessité de relancer la commission technique mixte algéro-italienne dans le domaine des travaux publics, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties ont convenu, lors de cette rencontre, de la nécessité "de relancer l'action de la commission technique mixte dans le domaine des travaux publics, qui est à même de dessiner les contours et les perspectives du partenariat économique et d'élaborer un programme d'action futur en matière de formation, de gestion ou de réalisation des routes", précise le communiqué.

Il a été également question des voies et moyens du renforcement de la coopération et du partenariat entre les deux pays dans le domaine des travaux publics et des transports.

M. Talai s'est félicité des relations étroites entre les deux pays et la confiance mutuelle, saluant le travail accompli par les entreprises italiennes en Algérie notamment dans le domaine des travaux publics, en "contribuant à l'équipement de certains tronçons de

l'autoroute est-ouest ou à la réalisation de certains projets, dans le cadre de joint-ventures", indique le même communiqué.

M. Ferrara a salué les relations étroites entre l'Algérie et l'Italie, appelant à la nécessité d'encourager la création de joint-ventures pour la réalisation de projets.

Près de 180 entreprises italiennes actives en Algérie, selon la même source, a-t-il souligné.

Les capacités de raffinage portées à 45 millions de Tonnes/ an à l'horizon 2021

Source : APS

Les capacités de raffinage de l'Algérie devront être portées à 45 millions de Tonnes/ an

à l'horizon 2021 au plus tard, a affirmé jeudi dans la région de Hassi-Messaoud (80 km Sud d'Ouargla), la secrétaire générale du ministère de l'Energie, Fatima Zohra Cherfi.

Cette prévision de production devra être concrétisée à la faveur de la réalisation de trois nouvelles raffineries projetées à Hassi-Messaoud, Tiaret et Biskra, a précisé Mme Cherfi, lors d'une rencontre organisée à Haoud El-Hamra, dans le cadre de la célébration du double anniversaire de la nationalisation des hydrocarbures (1971) et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens (1956).

La SG du ministère de l'Energie a indiqué, en outre, que le secteur oeuvre aussi à renforcer le réseau de distribution de produits énergétiques de 300 stations à travers le pays, dans le but d'accroître les capacités de stockage à 30 jours.

Ces projets s'inscrivent dans le cadre d'un "ambitieux" programme visant aussi à intensifier les efforts de recherche et d'exploration pour assurer une sécurité énergétique à long terme, et à satisfaire la demande intérieure croissante en énergie, à travers l'exploitation de l'ensemble des champs et l'utilisation des technologies modernes, a-t-elle soutenu.

La secrétaire générale du ministère de l'Energie a également fait état d'objectifs du secteur de renforcer la part de production d'électricité à partir d'énergies renouvelables, notamment le solaire, pour la situer autour de 27% à l'horizon 2035, sachant que la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables a atteint les 400 mégawatts cumulés de plusieurs centrales installées dans 14 wilayas.

Elle a, dans le même sillage, fait part du lancement dans le courant du premier trimestre 2017 d'appels d'offres, nationaux et internationaux, pour la réalisation de centrales solaires pour une capacité de 4.000 mégawatts, avec condition pour l'investisseur de fabrication des panneaux solaires en Algérie.

Développer les capacités de raffinage et la pétrochimie

Pour sa part, le directeur général du groupe Sonatrach, Amine Mazouzi, a révélé le lancement d'un large programme de l'entreprise de développer le raffinage et la pétrochimie, des segments stratégiques devant permettre à Sonatrach d'arrêter l'importation de carburants à l'horizon 2021 et d'assurer la couverture des besoins du marché intérieur.

Concernant la production gazière, Sonatrach se positionne au 7ème rang mondial des exportateurs de gaz (gaz naturel et gaz naturel liquéfié) et au premier

rang à l'échelle africaine, en plus d'occuper une place importante sur le marché européen en tant que troisième fournisseur hors UE, a-t-il assuré.

Une place qu'elle ambitionne d'améliorer, a-t-il ajouté, confortée par ses bonnes prestations de l'an dernier, en hausse de 24 % par rapport à l'année l'ayant précédée.

Les objectifs du plan d'investissement de Sonatrach sur la période 2017-2021 sont estimés à 70 milliards de dollars US, pour lui permettre de consolider sa position sur le marché pétrolier et gazier mondial, et poursuivre la satisfaction des besoins intérieurs en produits énergétiques en hausse continue ces dernières années, a souligné M.Mazouzi.

La célébration de ce double anniversaire a été l'occasion de visiter des installations énergétiques (opérationnelles ou en projets) dans la zone de Haoud El-Hamra, à une vingtaine de kilomètres de Hassi-Messaoud, à savoir deux stations de pompage et une nouvelle station de raffinage d'une capacité de 5 millions de tonnes/an et plus de 120.000 tonnes de gaz naturel.

Il a été procédé aussi, après la cérémonie de levée des couleurs nationales, au lancement d'un tournoi de football et de boules des travailleurs de Sonatrach.

COMMERCE

[Air Algérie : bientôt Oran-Montréal](#)

Source : L'Econews

Cette nouvelle desserte Oran-Montreal est prévue au début du mois de juin prochain selon la déclaration de Kara Tourki Arslane, directeur régional Ouest de la compagnie aérienne nationale. mais ce n'est pas tout:

les voyageurs vont bénéficier de promotions diverses pour les voyages à l'étranger et sur les lignes domestiques.

La compagnie Air Algérie prévoit aussi, la programmation de trois vols par semaine d'Oran en direction de Montréal après achèvement de l'étude et des procédures en vigueur, précisant qu'à partir de l'aéroport d'Oran on peut se rendre sur des lignes directes en Espagne, en France, en Italie, en Allemagne et ce, en plus de la Tunisie, le Maroc, l'Arabie saoudite et la Turquie. Par ailleurs, la compagnie Air Algérie a décidé de procéder à des réductions sur ses réseaux nationaux et internationaux variant entre 50 et 55% à l'occasion du salon "SIAHA 2017.

le programme promotionnel comporte des réductions sur les billets achetés du 23 au 25 février et valables jusqu'au 28 octobre prochain. elles peuvent atteindre jusqu'à 50 % en partance d'Oran pour Paris, Lyon, Marseille, Lille, Metz, Toulouse, Bordeaux (France), Alicante (Espagne), Frankfurt (Allemagne), Bruxelles (Belgique), Casablanca (Maroc) et Istanbul (Turquie).

Les clients bénéficieront aussi d'une réduction jusqu'à 55 % d'Oran (via Alger) vers Amman (Jordanie) Beyrouth (Liban), Dubai (Emirats arabes unis), Lisbonne (Portugal), Londres (Angleterre), Tunis, Rome et Milan (Italie), Vienne (Autriche), Montréal (Canada), Pékin (Chine), Moscou (Russie), Abidjan (Côte d'Ivoire), Bamako (Mali), Dakar (Sénégal), Niamey (Niger), Nouakchott (Mauritanie), Ouagadougou (Burkina Faso).

les groupes touristiques bénéficieront par ailleurs de réductions de 50% sur les destinations du sud du pays comme Adrar, Ghardaïa, Timimoun, Tamanrasset, Djanet, Illizi, Béchar, Ouargla, El Oued et du sud vers Alger, Annaba, Oran, Constantine et Tlemcen.

[Lafarge Holcim: cap sur l'innovation](#)

Source : L'Econews

Après une année de réalisations de plusieurs grands chantiers avec des investissements structurants de près de 16 milliards de dinars, l'année de 2017, s'annonce comme une année de production et d'innovation pour Lafarge Holcim Algérie.

Dans ce sens, cette entreprise de production de ciment prévoit d'augmenter cette année la capacité de production de sa cimenterie Cilas de Biskra qui atteindra les 2 millions de tonnes l'année en cours et répondre ainsi de 5% à la demande nationale. Pour la production du béton près à l'emploi, Lafarge compte produire un millions de tonnes supplémentaire cette année, a indiqué aujourd'hui, le responsable des relations publique de Lafarge Holcim, Serge Dubois, lors d'une rencontre avec la presse nationale. S'agissant des agrégats, le volume de la production de la société compte atteindre «1,2 million de tonnes pour cette année, avec la réalisation de 50 Batistore », a encore annoncé M Dubois.

Le même responsable a tenu à signaler qu'après la mise en service de plusieurs projets en 2016 à l'instar de l'activité ciment et mortiers à Meftah et la carrière de granulats à Kef Azrou, ajoutant à cela le troisième four de plâtre COLPA. Lafarge s'intéressera, selon le conférencier, à des solutions innovantes comme les réhabilitations des tançons routiers avec des solutions plus efficaces et à des moindres coûts.

Hakim Oumachiche, responsable de l'innovation au sein de Lafarge, a largement détaillé les avantages de la nouvelle méthode de goudronner les routes. En effet, Lafarge propose des solutions qui évitent le

déplacement des remblais et des granulats, mais l'utilisation carrément de remblais issue de sol sur lequel le traçons est réalisé, ce qui permet d'économiser beaucoup de moyens et de frais. « L'entreprise réalisatrice peut économiser jusqu'à 40% de frais » a expliqué encore M. Oumachiche.

Après sa présentation sur le marché, il semble que les pouvoirs publics s'intéressent davantage à cette solution puisque un « taçons important de l'autoroute de Sud sera réalisé avec cette procédure » a annoncé encore M. Dubois. Sachant que cette solution répond parfaitement pour les exigences des cahiers de charges.

La solution propose aussi l'utilisation d'un béton traité à la place de bitume qui est « importé de l'étranger alors que le béton est fabriqué localement ». A ce propos, Serge Dubois a indiqué que Lafarge a commencé « à former son personnel pour ce nouveau produit » a-t-il souligné.

[Netcom : Près de 17.000 tonnes d'ordures collectées à la Casbah en 2016](#)

Source : Transaction d'Algérie

Près de 17.000 tonnes d'ordures ont été collectées en 2016 dans le quartier de la Casbah à Alger avec une moyenne de 1400 T par mois et 45 par jour, selon les services de l'entreprise de nettoyage Netcom.

La responsable de la communication de Netcom, Yacoubi Nassima a affirmé que son entreprise a collecté 16.692 T d'ordures en 2016 au niveau du quartier de la Casbah avec une moyenne de 1400 T par mois et 45 T par jour dans le cadre du programme de préservation de ce site historique antique. Pour le mois de janvier 2017, les mêmes services ont enlevé 1350 T d'ordures

ménagères et autres résidus des commerces et marchés anarchiques. Netcom a organisé des campagnes de sensibilisation aux dangers de l'accumulation des ordures pour la santé et l'environnement en direction des citoyens, -a-t-elle fait savoir. La Casbah qui s'étend sur 8,1 km² et compte 52.000 habitants dont 47.000 sont concentrés sur 1km², est connue également pour sa forte activité commerciale, a-t-elle rappelé précisant que l'opération d'enlèvement des ordures dans cette localité revêtait un caractère spécial au regard des spécificités urbanistiques de cette cité antique. Du fait de leur topographie, certains sites sont inaccessibles aux véhicules motorisés et plus particulièrement au niveau de la haute Casbah où la méthode de collecte classique de balayage manuel et de collecte des ordures avec l'aide d'ânes, est d'usage depuis l'ère ottomane déjà. Mme Yacoubi a annoncé le lancement d'une campagne de sensibilisation le 23 février concomitamment avec la journée nationale de la Casbah pour sensibiliser les riverains à la nécessité de respecter les horaires et points de dépôt des ordures ménagères et autres résidus des activités commerciales. Dans le cadre de cette manifestation, un chapiteau qui sera dressé en face de la citadelle d'Alger abritera une exposition d'accessoires de nettoyage qui remontent à avant 1830, a-t-elle ajouté expliquant que les ruelles de la Casbah seront dotées de petites bennes pour le tri des déchets. Netcom est un établissement de nettoyage et de collecte d'ordures ménagères au niveau des zones urbaines de 26 communes dans le territoire de la wilaya d'Alger.

TRANSACTIONS & CONTRATS

[Accord entre Algérie Poste et Tassili Airlines pour de meilleurs services aux clients](#)

Source : APS

Algérie Poste (AP) et Tassili Airlines (TAL) ont signé, jeudi à Alger, un protocole d'accord de partenariat ayant pour objectif d'offrir de meilleurs services à leurs clients respectifs, a indiqué un communiqué d'AP.

Ce protocole d'accord a pour objet de fixer les conditions générales de mise en oeuvre d'un partenariat "durable" et d'une coopération "privilégiée" entre AP et TAL (compagnie aérienne de Sonatrach), dans plusieurs domaines, a précisé le communiqué.

Il s'agit notamment du paiement électronique, le transport aérien du personnel d'AP, l'échange en matière de marketing, la publicité, la communication et la promotion des marques et services développés par chacune des entreprises, l'utilisation du réseau d'AP au profit de TAL, ainsi que d'autres activités et services offerts par l'une des entreprises partenaires.

Le protocole d'accord a été signé par le DG d'AP, Sayah Abdenacer, et le PDG de TAL, Harchaoui Belkacem, en présence de la ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Houda-Iman Faraoun, du ministre de l'Energie, Noureddine Boutarfa, du ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjema Talaï.

Lors de la signature de ce protocole, les responsables des deux entreprises ont tenu d'expliquer l'importance de ce partenariat entre deux entités publiques de grande taille, oeuvrant pour "une meilleure synergie" des efforts entre les différents opérateurs économiques nationaux.

REGIONS

Médéa : Investissement et aquaculture en débat

Source : Le Soir d'Algérie

L'antenne de la pêche et des ressources halieutiques de Médéa, a organisé une journée d'étude et d'information sur l'investissement aquacole dans la wilaya . L'événement qui a eu lieu à l'institut de la formation et de l'enseignement professionnels (IFEP) Med-Mekhtich de Médéa ciblait les agents aquacoles formés à l'institut de la formation professionnelle de Berrouaghia, les investisseurs ainsi que les jeunes promoteurs.

Le but premier de cette journée étant la présentation des différentes filières aquacoles éligibles à l'investissement dans la wilaya, la rencontre aura été marquée par plusieurs interventions et communications dont celles du chef de service de l'aquaculture de la direction de la pêche de Aïn- Defla, cette dernière chapeautant entre autre la wilaya de Médéa. Il a été question pour ce communicant de mettre en avant la stratégie ministérielle concernant l'investissement aquacole.

M. Khali Med Kheireddine, chargé de la gestion de l'antenne de la pêche et des ressources halieutiques de Médéa a mis en exergue les potentialités de la wilaya dans le domaine de l'aquaculture ainsi que les filières éligibles à la mise de fonds.

D'autre part, les représentants des dispositifs d'aide à l'emploi de jeunes, du micro-crédit, de l'assurance chômage, du développement de l'investissement, à savoir l'Ansej, l'Angem, la Cnac et l'Andi étaient de la partie et ont donné de très amples explications quant aux facilitations offertes par ces organes en l'occurrence aux jeunes désireux d'investir dans le domaine de

l'aquaculture. Des facilitations qui consistent à titre d'exemple en l'octroi de crédit pour l'acquisition de la matière première estimé à 10 millions de centimes et à 100 millions de centimes pour le lancement d'un nouveau projet. Pour certains organes, il est question d'accompagner le jeune investisseur ou promoteur et de l'orienter jusqu'à la mise sur pied de son projet.

Le bouclage de cette journée a consisté en le témoignage de Tarek Benali , un jeune promoteur aquacole de la wilaya de Aïn Oussara qui a tenu a venir parler de son expérience qui a commencé par l'aquariophilie pour finir dans un beau projet d'investissement dans la pisciculture et l'élevage du poisson tylapia et du poisson chat.

Il est à signaler que Médéa se lance doucement mais sûrement dans une stratégie d'intégration de l'aquaculture en agriculture pour créer un gain supplémentaire aux agriculteurs. C'est aussi une aubaine pour développer l'alevinage extensif au niveau des réservoirs agricoles, de booster la production agricole en fertilisant la terre au moyen de l'eau d'élevage très riche en matière organique.

D'autre part , la wilaya de Médéa compte plusieurs stations d'élevage aquacole dont le barrage de Oued Ladrat à Omaria, le barrage de Boughezoul, les retenues collinaires de Kheng Melloussa à Tlat Douaïr et celle de Oued Aroua à Madjber.

Mostaganem : Des investisseurs des pays du Golfe en prospection

Source : Le Soir d'Algérie

A la recherche d'opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme, un groupe d'hommes d'affaires

saudiens et emiratis se sont rendus à Mostaganem en cette fin de semaine où ils ont rencontré le premier responsable de la wilaya.

Considérée comme une visite de prospection sur les potentialités que recèle la région qui, comme souligné, possède de nombreux sites susceptibles de recevoir des projets touristiques. l'occasion a été offerte au groupe de constater de visu les diverses possibilités dont dispose la wilaya eu égard à son vaste territoire aux paysages contrastés et à son réseau de communications varié.

Le groupe d'investisseurs s'est montré attentif aux présentations qui lui ont été faites par la direction du tourisme de wilaya en ce qui concerne la particularité de certains endroits susceptibles de devenir des destinations touristiques de premier ordre.

Les hommes d'affaires ont été émerveillés par la beauté des sites dont certains sont demeurés à l'état naturel. Ils pourraient être des lieux de villégiature et de promenade pour ceux qui veulent découvrir la beauté naturelle qui existe dans la région. Les premiers échos de ces visites portent à l'optimisme c'est un véritable optimisme que les hôtes de la ville de Mostaganem ont ressenti, se réjouissent les responsables qui ont reçu ces 2 délégations.

40 exposants au salon national du bâtiment à la wilaya d'El-Oued

Source : Maghreb Emergent

Quarante (40) exposants prennent part au premier Salon national du bâtiment et des travaux publics dans le Sud "BATISUD", ouvert samedi dans la wilaya d'El-Oued.

Cette manifestation, qui a pour cadre la salle omnisports de la commune de Robbah, wilaya d'El-Oued, constitue un espace spécialisé pour les opérateurs économiques pour exprimer leurs besoins et soulever leurs préoccupations concernant le marché de l'investissement en matière de bâtiment et travaux publics, ont indiqué les organisateurs.

Des stands dédiés aux entreprises de réalisation, de construction, travaux publics et d'électricité bâtiment, ainsi que d'autres pour les producteurs et importateurs des matériaux de construction, ont été mis sur pied lors de cette manifestation qui devra s'étaler au 28 février en cours.

Les représentants de sociétés nationales en Algérie, des entreprises économiques à l'instar des sociétés d'assurance et de réassurance, des institutions bancaires, ont mis à profit ce salon pour présenter des exposés riches en informations sur les mécanismes de soutien des promoteurs désirant investir dans le domaine de la construction et des travaux publics, ont-ils expliqué.

A caractère économique, cet espace regroupe également des organismes administratifs, des entreprises publiques chargées de suivi et de l'accompagnement des travaux, dont celles administrative et de contrôle technique de construction.

Mis sur pied par la chambre d'industrie et de commerce "CIC-Souf", en coordination avec la société "Souf - expositions", le salon prévoit également des modèles et échantillons de matières premières de construction, des outils et équipements d'entreprises de réalisation utilisés dans la construction et les travaux publics.